La Commission africaine saisie sur des cas d’exécutions extrajudiciaires au Burundi

Jeune Afrique, 19/06/2014 ExÃ©cutions extrajudiciaires au Burundi : des ONG saisissent la CADHP Une coalition dâ€™ONG burundaises a annoncÃ© jeudi avoir dÃ©posÃ© quatre plaintes devant la Commission africaine des droits de lâ€™h et des peuples (CADHP) pour interpeller le pouvoir de Pierre Nkurunziza sur des cas dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires commises entre 2010 et 2012 dans le pays. Une action qui intervient dans un contexte prÃ©-Ã©lectoral tendu dans le pays. Qui a tuÃ© Jackson Ndikuriyo, Audace Vianney Habonarugira, MÃ©dard Ndayishimiye et Jean-Claude Ndimumahoro ? Quatre cas dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires qui nâ€™ont jamais Ã©tÃ© Ã©lucidÃ©s par les autoritÃ©s compÃ©tentes au Bu "Ces opposants ont Ã©tÃ© tuÃ©s entre 2010 et 2012 mais Ã ce jour, aucun dossier sur ces affaires n'existe dans les cours et tribunaux du pays", dÃ©nonce Pacifique Nininahazwe, responsable du Forum pour la conscience et le dÃ©veloppement (Focode), une de quatre ONG burundaises qui ont dÃ©cidÃ© de porter plainte devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP). Jackson Ndikuriyo Ancien combattant du CNDD-FDD, alors mouvement rebelle en 1998, Jackson Ndikuriyo s'Ã©tait converti en policier Ã la fin du conflit armÃ©. RÃ©voquÃ© de ses fonctions, il est retrouvÃ mort quelques mois plus tard, le 27 aoÃ»t 2010, aux abords du commissariat de Musigati, province de Bubanza, aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© arrÃªtÃ© par la police. Selon la coalition des ONG burundaises qui ont enquÃªtÃ© sur le dossier, le jeune homme de 28 ans faisait "l'objet de menaces de mort des agents de l'Ã‰tat les mois qui ont prÃ©cÃ©dÃ© son exÃ©cution". Audace Vianney Habonarugira Cet ancien colonel des Forces nationales de libÃ©ration (FNL) a Ã©tÃ© retrouvÃ© mort le 15 juillet 2011 sur la colline de Gasamanzuki, dans la commune d'isare, province de Bujumbura rural. Selon les ONG locales, "il Ã©tait dÃ©jÃ visÃ© par une tentative d'assassinat en mars 2011, aprÃ¨s avoir reÃ§u des menaces de mort commanditÃ©es p des agents de l'Ã‰tat", MÃ©dard Ndayishimiye Responsable politique des Forces nationales de libÃ©ration (FNL, opposition), MÃ©dard Ndayishimiye a Ã©tÃ© assassinÃ© le 7 octobre 2011 dans la province de Rutana, aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© enlevÃ© Ã Gitega et violemment battu, selon les ONG. Il faisait l'objet d'"intense harcÃ¨lement policier", affirment-elles. Jean-Claude Ndimumahoro Membre des Forces de libÃ©ration nationale (FNL, opposition), Jean-Claude Ndimumahoro a Ã©tÃ© "retrouvÃ© mort dÃ©capitÃ© le 3 juillet 2012 dans la commune de Bugarama, aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© dÃ©tenu pendant p jours dans des cachots des services de renseignement Ã Gitega", accusent les ONG burundaises. "Le Burundi doit s'expliquer" "Pour la premiÃ¨re fois, le Burundi doit s'expliquer sur ces cas d'exÃ©cutions extrajudiciaires qui avaient ciblÃ© des opposants et que le pouvoir qualifiait Ã l'Ã©poque de 'rÃ¨glements de comptes'", se rÃ©jouit Pacifique Nininahazwe, soulignant toutefois qu'avec "l'appui de l'expertise de l'association Trial basÃ©e Ã GenÃ¨ve", les quatre ONG burundaises - Acat-Burundi, Association pour la protection des droits humains et des personnes dÃ©tenues (APRODH) , Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© civile (FORSC) et Focode - continuent de "documenter" d'autres cas avant de les soumettre Ã la CADHP. Mais l'assassinat du militant anti-corruption Ernest Manirumva, tuÃ© en 2009 alors qu'il enquÃªtÃ© sur des "probables dÃ©tournements d'armes destinÃ©es Ã la police", n'en fait pas partie. "L'affaire est encore pendante au niveau de la justice burundaise. Toutes les voies de recours internes doivent Ãªtre Ã©puisÃ©es avant de saisir une juridiction supranationale", rappelle Pacifique Nininahazwe. En attendant, les dÃ©fenseurs craignent dÃ©jÃ pour leur sÃ©curitÃ© aprÃ¨s l'annonce de ces quatre plaintes contre le pouvoir de Pierre Nkurunziza. "Surtout en cette pÃ©riode prÃ©-Ã©lectorale caractÃ©risÃ©e par des intimidations du rÃ©gime contre les opposants et les dÃ©fenseurs des dro l'homme", confie un activiste burundais. Allusion faite notamment Ã l'arrestation, le 15 mai, de Pierre Claver Mbonimpa, prÃ©sident de l'Aprodh. Le "Mandela burundais" est accusÃ© de porter "atteinte Ã la sÃ»retÃ© de l'Ã‰tat" pour avoir affirmÃ© des jeunes du parti au pouvoir avaient Ã©tÃ© armÃ©s et envoyÃ©s dans l'est de la RDC pour suivre des entraÃ®nements militaires. "En attaquant le pouvoir dans ce contexte tendu, nous courons nous aussi le risque d'Ãªtre arrÃªtÃ©s, voire assassinÃ©s. Mais nous le faisons parce qu'il faut que le monde soit au courant de ce qui se passe au Burundi", affirme Pacifique Nininahazwe qui espÃ¨re que la CADHP prendra des "mesures conservatoires" pour protÃ©ger les dÃ©fenseurs des droits de l'homme, les tÃ©moins et les familles des victimes. Par TrÃ©sor Kibangula